N° 109 — 14e Année | LE NUMERO CINQ CENTIMES | (29 Germinal, An 110) | Samedi 19 Avril 1902

REDACTION : ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon) TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 francs.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

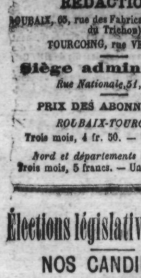
Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

Élections législatives de 1902

NOS CANDIDATS

1re Circonscription d'Avesnes



M. PASQUAL
AVOCAT
Député Sortant

Les Francs-Maçons

Mot terrible, qui fait se signer les dévotes avec horreur, qui évoque à l'esprit des imbéciles des choses mystérieuses, des entreprises fantastiques.

Que font ces suppôts de Satan dans leurs « arrière-loges » ? Quels complots diaboliques préparent-ils dans l'ombre ?

A cette seule pensée, nos catholiques frémissent !

Quand nous disons les catholiques, nous parlons de la masse ignorante, que l'on entretient soigneusement dans une foule de croyances absurdes, et à laquelle on sert quotidiennement les histoires les plus invraisemblables.

Mais les catholiques intelligents, ceux qui dirigent le parti clérical et qui inventent toutes les inepties dont ils encombrent leurs journaux, savent bien qu'il ne se passe dans les loges rien autre que ce qui peut se passer dans d'importe quelle association laïque.

A force de répéter constamment les mêmes mensonges, ils arrivent à les faire adopter comme vérités démontrées par leur crédule clientèle.

Des preuves, des démonstrations, des faits précis : ils ne s'en soucient guère. Et quant aux démentis qu'on peut leur infliger, ils passent outre et continuent leur besogne coutumière.

« Vous voudriez bien, nous dit l'ineffable O. de la Deûle, de la *Dépêche*, vous faire passer pour des hommes libres et indépendants, »

— Parfaitement, illustre maître, je me crois, quant à moi, libre et indépendant, pour le moins autant que vous-même, sauf votre respect.

— Erreur, Monsieur. Je connais mieux vos affaires que vous-même. On ne m'en conte pas à moi !

— Alors, prouvez ce que vous dites ?

— Vous êtes tenu d'obéir au mot d'ordre qui vous est transmis secrètement.

— On ne m'a jamais transmis de mot d'ordre, et je n'obéis qu'à mes convictions et à ma conscience.

—Mais,s'obstine le doux maniaque,qu'un de vos chefs vienne à la tribune de la Chambre, lever les bras en l'air et joindre les mains par dessus la tête, et vous voterez ainsi qu'il est ordonné de le faire.

— Mais non, mon brave homme. Jamais un « chef » franc-maçon ne s'est livré à pareille démonstration à la Chambre. Vous nous rééditez là une histoire aussi mensongère que ridicule. Et, en tout cas, si j'étais député, je voterais selon mes idées et selon mon programme, sans qu'aucun franc-maçon, quel qu'il soit, ait le droit de me dicter mon attitude et mon vote.

***

Il nous semble que voilà des affirmations nettes, catégoriques, formelles.

Que nous oppose-t-on, pour les contester ? Des discussions de convents, des propositions, des vœux, et le rapport de M. Prache, député clérical-nationaliste de la Seine !

Tout cela n'est pas sérieux.

Je suis franc-maçon depuis plus de vingt ans. Jamais je n'ai reçu aucun mot d'ordre. Jamais je n'ai pris d'autre engagement que celui d'observer les statuts de l'association.

Cet engagement est de style, comme on dit en droit. On le prend dans toutes les sociétés, sauf à se retirer si des modifications aux statuts viennent à être apportées qui ne vous conviennent pas.

Je fais partie de divers cercles politiques, associations de presse, sociétés militaires; partout, il existe un règlement qui nous lie, et il en résulte, naturellement, une certaine solidarité entre nous. Il en est de même dans la franc-maçonnerie. Rien de moins, rien de plus.

Veut-on un exemple actuel de l'indépendance absolue des francs-maçons ? Dans le Nord, je ne connais que deux candidats à la députation qui appartiennent à la maçonnerie. Eh ! bien, dans la circonscription où l'un de ces deux candidats se présente, je le combats, lui « le frère Trois-Pointe », et je soutiens, de la parole et de la plume,son adversaire qui n'est pas franc-maçon !

Je pourrais citer, d'ailleurs, maints exemples semblables.

***

Toutes ces rengaines sur la franc-maçonnerie dont on fait un épouvantail aux gens simples et bornés sont donc inventées à plaisir par les cléricaux.

« Vous êtes affilié à une société secrète », nous dit encore l'O. de la Deûle.

Prenez votre dictionnaire, savant chroniqueur, et vous y verrez qu'une société secrète est celle dont on ignore l'existence.

Est-ce le cas de la maçonnerie?Il nous semble que vous et vos pareils faites assez de tapage autour d'elle pour que nul n'ignore qu'elle existe, en quels lieux elle se tient, et quels sont ses principaux membres.

— Mais, la puissance de la « secte », Son action occulte sur les pouvoirs publics. Son effroyable tyrannie ?

Avons-nous besoin de dire que tout cela,c'est de la légende. Malheureusement. Car, si la franc-maçonnerie avait la puissance que ses adversaires lui prêtent, il y aurait moins de cléricaux et de nationalistes dans toutes nos administrations, dans tous les services publics.

La question de la franc-maçonnerie n'a donc à rien voir dans les élections législatives, du moins pour nous, républicains, qui respectons les idées et les sentiments de tous.

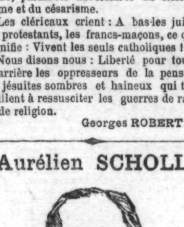
Que vous soyez catholique, protestant, juif, mahométan, franc-maçon, libre-penseur, ou simplement indifférent, peu nous importe. L'essentiel est que par votre passé et votre attitude politique, vous vous classiez parmi les défenseurs de la République libérale et démocratique, parmi les adversaires du cléricalisme et du césarisme.

Les cléricaux crient : A bas les juifs, les protestants, les francs-maçons, ce qui signifie : Vivent les seuls catholiques !

Nous disons nous : Liberté pour tous, et arrière les oppresseurs de la pensée, les jésuites sombres et haineux qui travaillent à ressusciter les guerres de race et de religion.

Georges ROBERT.

Aurélien SCHOLL



Aurélien Scholl.

Nous avons annoncé hier succinctement la mort d'Aurélien Scholl, voici quelques notes biographiques sur celui qui fut un des princes de la critique et dont la renommée fut si grande, il professa des opinions ardemment républicaines et se fit remarquer par sa lutte ardente contre l'Empire.

M. Aurélien Scholl était né le 15 juillet 1833 à Bordeaux. Venu tout jeune à Paris pour faire du journalisme, le polémiste mordant qu'il fut, dès ses débuts, se révéla en 1850 dans le *Corsaire*, d'où il passa bientôt au *Paris*, au *Mousquetaire*, au *Satan*, à la *Silhouette*, au *Figaro*, enfin, où il fit apprécier et craindre une verve et un esprit extraordinaires, ainsi dépensés un jour le jour pendant plus de trente années. Après avoir quitté le *Figaro*, Aurélien Scholl fonda le *Nain jaune*, écrivit au *Club*, au *Jockey*, au *Lorgnon* à l'*Événement* et à l'*Echo de Paris*. Il était officier de Légion d'honneur et avait été, il y a huit ans, président de la Société des gens de lettres.

M. Aurélien Scholl avait publié, en 1857, un volume de vers, *Denise*, qui est resté sa meilleure œuvre. Mais ses pièces de théâtre et ses romans furent peu goûtés. Comme romans ou volumes de fantaisie, il a donné, entre autres : *Lettres à mon domestique*, l'*Art de rendre les femmes fidèles*, *Hélène Herman*, *Amour de théâtre*, *Mensonges parisiens*, les *Gens tarés*, l'*Ouvrage*, *Fleurs d'adultère*, les *Fables de La Fontaine filtrées*, l'*Orgie parisienne*, *Paris en caleçon*, le *Roman de Folette*, l'*Esprit du boulevard*, dix autres.

L'ESPRIT D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

La propre de l'originalité, ce n'est pas la nouveauté, c'est la sincérité.

TH. CARLYLE

Progressistes à rebours

C'est en vain que les radicaux déclarent qu'ils défendent leur politique et leur programme et qu'ils ont la prétention de ne faire le jeu de personne.

Les « honnêtes gens » de la *Dépêche* et de l'*Echo* continuent à répéter, pour faire peur aux républicains modérés et piper leurs voix, que le parti radical fait le jeu des collectivistes-révolutionnaires.

M. Barrois affirme (lisez la *Dépêche* et l'*Echo*) que ce sont les « lâches » parmi les « du radicalisme » qui ont fait arriver les collectivistes.

Nous ne sommes pas merchant, sinon nous pourrions dire à M. Barrois qu'il nous semble bien que c'est le *Progrès du Nord* qui a permis à M. Barrois d'entrer dans la politique où, aujourd'hui, il est « l'homme de paille » de la réaction cléricale, tandis que nous, nous sommes restés radicaux. Ce n'est pas de notre côté que sont les renégats.

Le Rédacteur en chef de l'*Echo*, lui, s'empare d'un mot ou d'une phrase de la profession de foi d'un de nos candidats, le citoyen Debierre, et violant impudemment le sens des mots, dénature la portée de sa déclaration. C'est là un procédé que nous connaissions. Il est naturel aux élèves des Jésuites. Nous ne pensions pas le rencontrer à l'*Echo*. Si on est loyal dans ce journal, on mettra *tout entière* la déclaration de notre candidat pour que les lecteurs de l'*Echo* puissent en juger sans parti pris.

Mais quand on est sur la pente, on ne sait pas où l'on s'arrête. Ou flatt, à l'*Echo*, par des moins républicains qu'eux... Belgique ou en Allemagne, on dépuis longtemps il y a des chemins de fer d'Etat. Pourquoi donc l'*Echo* ne dit-il pas que Bismarck était collectiviste !

Serient-ci nous bien partages les actionnaires des Compagnies qui surseigne un titre de rente sur l'Etat?

Seraient-il plus à plaindre les contribuables, s'ils n'avaient plus 60 millions à payer chaque année aux Compagnies comme garantie d'intérêt ? Oublient-ils ces bons contribuables, qu'ils ont deja donné 4 milliards sur les 14 qui ont été *dépensés pour les chemins de fer des Compagnies*.

Non, chez les réactionnaires de France, on est moins républicain qu'en Allemagne. puisque nous attendons encore l'*assurance obligatoire* que les Allemands possèdent depuis longtemps et dont les progressistes de l'*Echo* ne veulent pas davantage que les cléricaux de la *Dépêche*, leurs alliés.

On parle bien encore de MM. Méline et Ribot, à l'*Echo du Nord*, mais de M. Barthou, depuis son discours d'Oloron, plus. Pourquoi ? Parce que M. Barthou a flétri la coalition des progressistes genre *Echo*, avec les cléricaux et les nationalistes.

On est, à l'*Echo*, progressiste à rebours; ce n'est pas par nécessité d'un second tour qu'on fait alliance avec les pires ennemis de la République, c'est tout de suite ; ce ne sont pas des *candidats sérieux qu'on y soutient*, c'est ici le candidat-réclame, c'est ailleurs le candidat-zéro.

LE NATIONALISME

Le *nationalisme* est une coalition informe de déceptions et de rancunes, d'ambitions et d'appétits.

Toute complicité avec le nationalisme est un crime contre la République.

(Discours de M. Barthou).

DISCOURS-PROGRAMME

Il y a huit jours que M. Barthou, ancien ministre, ancien membre du cabinet Méline, prononçait à Oloron-Ste-Marie un discours-programme dont le retentissement n'est pas encore effacé.

Depuis, d'autres manifestations oratoires de chefs des différents groupes du Parlement ont eu lieu : aucune n'a atteint ni atténué l'effet produit par les déclarations de M. Barthou.

C'est que celles-ci, dans les circonstances actuelles empruntent une portée spéciale au caractère et à la personne de celui qui les a faites.

A l'heure où la politique de la plupart des amis de M. Méline, des partisans du Gouvernement auquel appartint M. Barthou sombre dans la plus misérable des équivoques et la plus *méprisable des défections*, le langage de M. Barthou lui même, réprouvant ces équivoques et condamnant ces défections, est d'une haute signification.

La parole de M. Barthou : « Il est des heures et des circonstances où le silence ressemble à de la complicité » — est la plus sévère et la plus juste des leçons à ces républicains défaillants qui n'osent répudier des compromissions déshonorantes avec le nationalisme et la réaction.

A ces déserteurs de la vraie politique républicaine, faite de netteté, de clarté, de loyauté et de franchise, qui consomment en ce moment avec une rapidité inconsciente, la ruine de leur parti, d'un parti qui fut grand et utile aux institutions et au pays en le précipitant dans une aventure plus honteuse, plus dangereuse et plus basse que le boulangisme, M. Barthou a montré où était le devoir.

Il leur a catégoriquement dit et prouvé que rien, dans la politique du ministère actuel, dans son attitude, dans ses déclarations et dans ses actes, n'autorisait, pour le combattre, l'alliance des républicains inclinés avec les pires adversaires de la République, de ses traditions, de ses aspirations, de son esprit et de ses lois.

Il a démontré les nécessités de la politique d'union et de défense républicaines qui avaient présidé à la constitution du ministère Waldeck-Rousseau et fait comprendre que l'action de cette politique, dans l'ensemble de mesures et de lois qu'elle a suscité, était justifiée par les exigences de la situation.

L'ÉMEUTE EN BELGIQUE

SITUATION GRAVE

LE GOUVERNEMENT CLÉRICAL ÉTOUFFE LA DISCUSSION SUR LA RÉVISION

Séance tumultueuse à la Chambre. — Vive la République ! — Virulentes apostrophes de MM. Vandervelde et Janson. — Emotion énorme dans les milieux ouvriers. — La grève générale en province. — Les incidents.

(De nos correspondants spéciaux)

LA JOURNÉE DE JEUDI

A BRUXELLES

LA MATINÉE

Bruxelles, 17 avril. — Comme hier les rues de Bruxelles sont, depuis la première heure du jour, plongées dans une solitude désolante. Dans le centre, sans doute, il y a quelque animation. Mais combien différente de celle des jours de paix sociale. C'est à peine si quelques camions se croisent dans les artères du centre. La grande question du jour pèse plus fortement que les jours précédents.

Beaucoup de laitiers campagnards qui approvisionnent Bruxelles ne sont pas venus. Beaucoup de boulangers ne font point leurs tournées habituelles. Le commerce, comme l'industrie, est en grande partie paralysé.

Les Journaux

Tous les journaux libéraux sont unanimes à regretter l'attitude d'indifférence provocatrice que le gouvernement conserve vis-à-vis de l'agitation. Le *Petit Bleu* dit en parlant des membres de la droite.

Sourds et aveugles. Ils ne voient pas à quelles cruelles aventures ils exposent notre pauvre pays, notre industrie, notre repos, tout ce qu'il s'agit de conserver. Ils sont, nous le répétons, les vrais complices, sinon les instigateurs même de l'émeute.

Ils nous y mènent tout droit.

Voilà ce nous en sommes.

La *Chronique*, au nom des gauches libérales insiste de nouveau pour que le gouvernement appuie la dissolution.

Les libéraux, s'ils maintiennent leur intérêt au-dessus de celui du pays, n'arraient qu'à « laisser faire, a laisser passer.

Les gendarmes sous la pluie rue Royale.

Ils deviraient, s'ils étaient députés et calculateurs, laisser le gouvernement aux prises avec l'émeute.

L'émeute vaincue, les libéraux resteraient, demain, ce qu'ils étaient hier.

L'émeute victorieuse, les libéraux devaient le seul parti possible pour le gouvernement de l'Etat.

Si la gauche n'avait pas été animée du patriotisme le plus pur et le plus élevé, elle ne fût donc pas intervenue.

Mais, au contraire, elle n'a pas hésité à montrer au gouvernement aux voix de salut : elle lui a dit d'accepter la dissolution, se montrant prête à en assumer la responsabilité devant le pays.

Était-ce lâcheté ou faiblesse ?

Sont-ils des « lâches », les témoins d'un duel quand ils parviennent à l'arrêter au premier sang ? Hélas ! la comparaison est tristement juste.

. . . . . .

Nous supplions — oui, l'on peut supplier devant des Belges qui s'entre-tuent. — nous supplions nos adversaires politiques de réfléchir.

On a bien vouln, dans la presse conservatrice, reconnaître que notre journal ne s'était pas laissé emballer et qu'il avait été avec les défenseurs de l'ordre contre les artisans de troubles.

Refusera-t-on de l'écouter quand il fait appel à l'humanité de ceux qui, à l'heure actuelle, peuvent se montrer conciliants sans faiblesse.

. . . . . .

Plus ne tiendrons-nous pas compte du sang qui a coulé, du deuil qui nous assombrit ?

Fait-il absolument des victimes encore, de côté de la foule ou du côté des défenseurs de la loi ?

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne savons encore ce que nous réserve la journée qui commence.

Si c'est l'apaisement, notre article en sera le commémoratif et s'est la guerre, nous aurons sauvegardé, devant le jugement de l'opinion publique, la responsabilité des libéraux dont nous nous honorons d'être l'organe.

Des prières

Le Gouvernement refusera toutes les propositions d'où qu'elles viennent qui auraient pour but de donner satisfaction au peuple. Il a pour mâter la nation, les fusils... et les prières. On annonce, en effet, que sur le désir exprimé par lui des prières vont être dites dans tous les couvents belges pour le rétablissement du calme !

La grève

Le ministre de l'Intérieur fait annoncer que, dans la plupart des faubourgs, il y a eu aujourd'hui reprise du travail notamment à Cureghem, Anderlecht et à Molembeck.

On se montre généralement sceptique à ce sujet.

Ce soir doit se clôturer le referendum (le poll) de l'Association typographique sur la question de la grève. Dans ces conditions les journaux bruxellois ne sont pas sûrs de paraître demain. Plusieurs d'entr'eux se sont adressés à Lille pour savoir si les imprimeurs de journaux pourraient les tirer.

Les théâtres fermés

Les théâtres se ressentent très vivement de la situation actuelle : déjà les Galeries, la Scala, l'Olympia ont ferme leurs portes ; les autres font maigre recette et l'on annonce que les directeurs du théâtre de la Monnaie ont demandé à l'administration communale l'autorisation de fermer le théâtre.

APPEL AUX FEMMES BELGES

contre l'alcool

On distribue dans les rues un appel aux femmes belges signé par Mme Parent, directrice du *Journal de Mère*. Cette circulaire est ainsi conçue :

Aux femmes belges !

A l'heure où des milliers de travailleurs se mettent en grève, nous croyons de notre devoir d'adresser un appel énergique aux femmes des classes laborieuses. Épouses ou mères, conjures vos époux et vos fils de conserver leur calme et leur dignité dans la lutte qu'ils ont entreprise. En ce temps de troubles et d'effervescence populaire, le seul moyen de rester digne est d'être entièrement sobre. L'alcool, toujours funeste à l'ouvrier, devient pour lui un poison mortel, un agent de dégénérescence extrême lorsque son cerveau travaille et que ses passions fermentent. C'est à vous, femmes, qu'il appartient de faire comprendre aux vôtres que les revendications les plus justes cessent d'avoir l'appui des honnêtes gens lorsqu'elles sont soutenues par des hommes qui, sous l'empire de l'alcool, en arrivent à perdre la conscience de leurs actes.

Obtenez de vos maris et de vos fils la promesse que, durant les journées d'insection qui vont suivre, ils fuiront les cabarets. Les salles de réunions où ils pourront discuter et se concerter sans être forcés de *boire, soit du genièvre, soit même de la bière*, ne manquent pas dans les agglomérations nombreuses.

Les ressources déjà restreintes de la plupart des ménages ouvriers vont être diminuées encore par le chômage. L'homme qui, sachant que la misère menace son foyer, fait un abus des dépenses inutiles, nuisibles, non seulement à sa santé, mais encore à la cause qu'il défend, démontre à l'évidence qu'il est incapable de se gouverner et ne mérite pas de jouir de ses droits de citoyen.

Éventualité de la grève des chemins de fer

Le *Petit Bleu* annonce que le personnel des chemins de fer, postes et télégraphes serait aussitôt gagné à la cause de la grève si une prorogande était faite auprès de lui.

Quant aux bruits de l'arrêt forcé et rapide du service des trains, si la grève se prolongeait, le *Petit Bleu* les dément. Il affirme que les magasins de l'Etat ont un stock de charbon suffisant pour la consommation d'un mois.

C'est une mesure de prévoyance qui a été prise par l'administration depuis plusieurs années déjà, afin de parer à toute éventualité. Ce stock n'est jamais entamé, et son existence sourte dans toute année de crainte grave d'émeute et par des mouvements révolutionnaires.

L'influence de la grève sur la marche régulière des trains.

Ajoutons que l'administration des chemins de fer vient d'ordonner, par mesure d'économie, la suppression de tous les trains de marchandises qui ne sont pas indispensables.

Ce que payent les contribuables

Depuis que la police est consignée, cette mesure coûte plus de 3000 francs par jour à l'administration communale. 500 agents excédant et agents touchent une indemnité de 3 francs par jour et 50 officiers de police 5 francs par jour.

Aux pompiers consignés aux différents postes et qui reçoivent leur nourriture de la caserne, il est alloué une gratification de 50 centimes par jour pour leur boisson.

On estime que le tout coûte 5000 francs par jour à la ville de Bruxelles.

Scènes pittoresques de l'émeute. Garde civique reconduisant une dame chez elle

Les mineurs à Bruxelles

On prétend encore ce matin que les Borains les ouvriers du Centre sont en route sur Bruxelles.

La vérité est que quelquefois des mineurs se mettent en route, annonçant leur intention de se rendre à Bruxelles.

Mais, jusqu'à présent, tous les bruits de ce genre sont dénués de fondement.

Que d'autres racontars ne courent-ils pas les rues ? Celui-ci serait-il vrai, quoique invraisemblable ?

On affirme et certains journaux s'en font l'écho, que dans différents bureaux de police de la ville et notamment à celui du coin de la rue du Temple on verse du schnick aux policiers. Il en aurait été de même d'ailleurs samedi dernier, jour du massacre.

L'APRÈS-MIDI

Aux abords de la Chambre

Les mesures d'ordre les plus rigoureuses ont encore été prises en vue de faire régner le calme aux abords de la Chambre des représentants.

A une heure et demie, une cinquantaine de personnes, qui attendaient impatiemment, depuis plusieurs heures, qu'on ouvrit les portes qui donnent accès aux tribunes publiques, sont priées de « circuler ».

Ce sont, pour la plupart, des étrangers à la ville, venus de province. L'un d'eux, flanqué de sa femme, se lamente en wallon : « Etoipe qui nous n'avons nin dîné, avec tout ça. »

La garde civique consignée depuis onze heures et demie prend position, non seulement dans les rues de la zône neutre, mais encore dans un grand nombre de rues plus éloignées. La rue Royale a reçu une garde de gendarmes à pied.

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE

Les tribunes de la Chambre des Représentants sont bondées au début de la séance. La droite est au grand complet, un seul siège est vacant, du côté des gauches. Des conversations s'engagent entre les députés.

Pour la Revision

A deux heures la séance est ouverte.

M. Breun dépose sur le bureau de la Chambre, une pétition en faveur de la revision qui lui fut remise le 23 mars par les délégués Gantois. Il adjure le gouvernement, dans l'intérêt de la sécurité publique, d'accueillir favorablement et de prendre en considération toutes les demandes ayant le même but.

« Il ne faut pas prolonger inutilement le débat, la situation industrielle du pays l'exige. Je propose donc que le vote ait lieu aujourd'hui ou demain au plus tard ; je veux rendre aisément grand service au pays et la population vous en saura gré.

Le gouvernement demande la clôture

M. de Smet de Nayer, président du Conseil, se lève. Il dit :

« Le gouvernement n'hésite pas à se rallier à cette proposition. Dévoué comme je le suis aux institutions, je tiens à ce que quoi qu'il arrive la Parlement délibère dans la plénitude de son droits, mais on ne peut discuter avec calme et discuter vite. Ce que le pays attend de nous c'est que nous lui disions que nous ne nous rendrons pas complices de ceux qui ont mis 300,000 hommes en grève.

» M. Vandervelde a dit hier soir qu'on n'écoutait plus les orateurs et que l'attention était dans la rue.

» Nous avons en effet, discuté cette question pendant deux mois déjà. Vous n'avez point eu à propos de la question du suffrage universel, la matière est épuisée, c'est pourquoi je demande qu'on siège aujourd'hui jusqu'à ce que la question soit résolue. (Protestation à l'extrême gauche).

Violentes protestations

Ces paroles sont accueillies par des bruits de